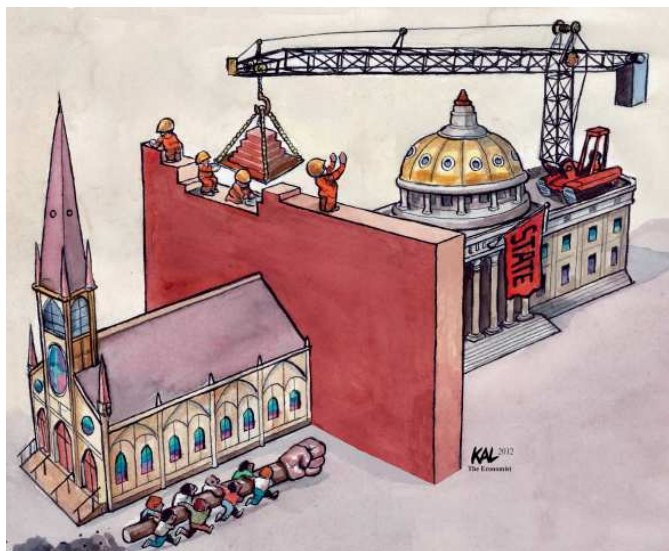


Denis Lacorne

De la religion en Amérique



Denis Lacorne

De la religion en Amérique

Essai d'histoire politique

NOUVELLE ÉDITION
MISE À JOUR ET AUGMENTÉE

Gallimard

© *Éditions Gallimard, 2007 et 2012*
pour la présente édition.

Denis Lacorne est directeur de recherches au CERI-Sciences Po. *De la religion en Amérique* a obtenu le prix du Sénat du Livre d'Histoire en 2008.

*À la mémoire de mon père
Jean Lacorne*

Avant-propos

« LA CITÉ SUR LA COLLINE »

Les idées et les faits que nous allons avoir à passer en revue rompent tellement avec tous les usages européens, que ce n'est pas trop des lumières de l'histoire pour nous aider à les rendre à peu près intelligibles. Rien n'est plus difficile, à nos compatriotes en particulier, que d'apprécier exactement cette alliance intime d'une foi religieuse, encore vive dans la majorité de la population, et d'un scrupuleux respect pour la liberté de toutes les opinions, y compris même les opinions irrégieuses. Il y a là un état d'esprit complexe, une sorte d'équilibre entre deux courants opposés et presque également forts, une harmonie rarement troublée entre deux instincts que le peuple américain a eu jusqu'ici le secret de concilier tant bien que mal, l'instinct religieux et protestant, l'instinct politique et républicain. C'est de ce point de vue et non du nôtre qu'il faut juger tout ce qui touche en Amérique à la question religieuse.

FERDINAND BUISSON,
« De l'instruction religieuse »,
in *Rapport sur l'instruction primaire*
à l'Exposition universelle
de Philadelphie en 1876,
Paris, Imprimerie nationale, 1878, p. 454.

Depuis la rédaction de ce livre, paru en 2007 dans sa version française, et en 2011 dans sa ver-

sion anglaise actualisée, le débat américain sur la séparation de l'Église et de l'État a redoublé de vigueur, en particulier au moment des élections présidentielles de 2008 et de 2012. Certains candidats, défenseurs des valeurs familiales traditionnelles et de l'héritage puritain de la nation américaine, voudraient atténuer le vieux principe républicain de séparation de l'Église et de l'État. D'autres, au contraire, inspirés par la fondation républicaine de la nation, défendent des valeurs séculières, héritées de l'époque des Lumières, et refusent tout enchevêtrement du politique avec le religieux. Un dernier groupe, enfin, prône des positions plus ambiguës, qualifiées d'« accommodationnistes » par d'éminents juristes. Ce dernier point de vue cherche à réconcilier valeurs républicaines et traditions religieuses, en tolérant dans l'espace public certaines expressions symboliques de religiosité ou en protégeant des formes nouvelles du libre exercice de la religion.

DEUX RÉCITS FONDATEURS

L'argument central du livre est de nature historique. Il est fondé sur l'identification de deux récits fondateurs et concurrents de l'identité américaine. Le premier, ancré dans la philosophie des Lumières est de nature politique : il élabore un nouvel ordre politique, un *Novus Ordo Seclorum* (*sic*) comme le proclame le Grand Sceau des États-Unis¹, fondé sur la souveraineté du peuple, la rébellion de ce peuple contre l'hégémonie d'un

monarque anglais, sa libération avec l'adoption de textes révolutionnaires — la Déclaration d'indépendance, la Constitution fédérale de 1787, la Déclaration des droits de 1791 — qui structurent toujours la vie politique américaine. Ces textes, et les débats qu'ils suscitèrent, ont été fortement influencés par des penseurs européens comme John Locke, Montesquieu, Voltaire, Thomas Paine, James Burgh, William Robertson, l'abbé Raynal, et l'encyclopédiste Jean-Nicolas Dêmeunier qui avaient, chacun à leur manière, saisi la radicale nouveauté du projet politique américain : créer un nouveau régime républicain libéré du poids d'une longue histoire monarchique et détaché de toute religion officielle. La république américaine ainsi conçue présupposait une « Constitution sans Dieu » et la construction d'un véritable « mur de séparation » entre l'Église et l'État, garanti, au niveau fédéral, par le premier article de la Déclaration des droits des États-Unis (*Bill of Rights*).

Le second récit fondateur de l'identité américaine donne une place centrale à la religion, perçue comme structurante pour expliquer les conditions exceptionnelles de l'écllosion de l'identité nationale américaine. Ce récit, providentialiste, exagère l'importance de la colonisation puritaine de la Nouvelle-Angleterre et se généralise dans le premier tiers du XIX^e siècle sous l'influence d'anti-modernes : des historiens romantiques, souvent formés en Allemagne, qui croient trouver les sources du « génie » du peuple américain dans les valeurs protestantes incarnées par les premiers

Pèlerins. Cette conception politico-religieuse de la fondation de l'Amérique, si bien défendue par George Bancroft et Alexis de Tocqueville dans les années 1830, est encore partagée aujourd'hui par des juristes conservateurs et des politistes qui prétendent tout expliquer à partir d'un « Credo américain », mêlant ensemble croyances protestantes et valeurs républicaines. Ce second récit, anti-laïque et tout imprégné du christianisme de la Réforme, ébranle nécessairement le mur de séparation entre l'Église et l'État, imaginé par des Fondateurs comme Thomas Jefferson et défendu encore aujourd'hui par les gardiens de la laïcité américaine : des juristes, des politistes et des hommes politiques souvent proches du parti démocrate.

LA CITÉ SUR LA COLLINE

Lorsque des présidents républicains comme Ronald Reagan, Bush père et Bush fils, ou encore des candidats aux élections présidentielles de 2012 comme Newt Gingrich, Herman Cain ou Mitt Romney décrivent les États-Unis comme une « brillante Cité sur la colline² », ils jouent la carte du providentialisme américain et s'inscrivent dans la tradition néopuritaine en sollicitant les écrits fameux du gouverneur puritain de la colonie de la Baie du Massachusetts, John Winthrop. Celui-ci déclarait, dès 1630, au moment de la traversée de l'Atlantique, dans un sermon prononcé à bord de l'*Arbella* :

Nous découvrirons que le Dieu d'Israël est parmi nous, quand dix d'entre nous serons capables de résister à un millier de nos ennemis, et lorsque le Seigneur chantera nos louanges et notre gloire, les habitants des futures colonies [d'Amérique] diront : c'est ainsi que le Seigneur l'a fait en Nouvelle-Angleterre. Car nous devons bien saisir que *nous serons comme une Cité sur la colline* et que les yeux des hommes seront fixés sur nous. [Par contre] si nous ne restons pas fidèle à notre Dieu dans la tâche qui nous incombe [...] alors Il retirera l'aide déjà accordée et nous deviendrons la fable et la risée du monde entier³.

Replacé dans son contexte, le sermon de Winthrop, contrairement à la légende d'un exceptionnalisme américain, touche à la responsabilité des chrétiens, et à la nécessité de respecter l'ordre naturel conçu par Dieu. Chacun, selon Winthrop, doit rester à sa place, sans outrepasser ses fonctions ou sa place dans la hiérarchie sociale : certains « seront riches, d'autres pauvres ; certains seront puissants et éminents, d'autres soumis et dénués de pouvoir [...]. Les riches et les puissants ne devront point abuser des pauvres, ni les pauvres et les méprisés se soulever [contre les riches] et secouer leurs jougs⁴ ». La nouvelle Jérusalem décrite par Winthrop est donc une cité harmonieuse, respectueuse de l'ordre établi par les puritains selon la volonté divine. Elle n'a rien à voir avec une quelconque démocratie, ni la mission universelle et civilisatrice de l'Amérique impériale

et triomphante, imaginée plus tard, au XIX^e siècle, par les partisans de la destinée manifeste⁵, et remise au goût du jour, au XX^e siècle, par les leaders américains de la guerre froide et un politologue célèbre, Samuel Huntington, qui n'hésita pas à placer les « valeurs anglo-protestantes » au cœur même d'un mythe « Credo américain⁶ ».

Or c'est bien la notion triomphante et impériale de la « Cité sur la colline », remise au goût du jour, qui séduisit les présidents Reagan et Bush et les candidats à l'élection présidentielle de 2012 déjà mentionnés. Cette référence stéréotypée au sermon de Winthrop est manifestement plus rare chez les hommes politiques qui appartiennent à des minorités ethniques non protestantes, ou qui sont détachées de tout lien avec le puritanisme. Ainsi, lorsque John F. Kennedy évoque les Pères fondateurs et la nécessité d'une stricte séparation de l'Église et de l'État, dans son célèbre discours de Houston analysé dans le dernier chapitre de cet ouvrage, il se rattache aux sources politiques et séculières du républicanisme américain. L'héritage de Winthrop lui est indifférent. On ne trouvera pas, non plus, dans les déclarations de Barack Obama, le fils d'un immigré kenyan, de référence à Winthrop et à sa merveilleuse « Cité sur la colline ». Mais cela n'a pas empêché ces présidents de faire état de leur foi religieuse, de défendre avec vigueur la liberté religieuse, d'inviter à la Maison-Blanche de grands leaders religieux et même de participer activement au rituel annuel du *National Prayer Breakfast*⁷. Comme la plupart de leurs prédécesseurs, et comme le sug-

gère l'exergue, ces présidents cherchent à concilier leur « instinct religieux » avec leur « instinct politique et républicain ». L'équilibre entre ces deux courants est évidemment instable et certains réussissent mieux que d'autres à harmoniser le politique avec le religieux.

INTRODUCTION

Les États-Unis, selon une opinion communément admise, seraient le pays le plus religieux du monde occidental. La pratique religieuse y est exceptionnellement élevée et le discours politique reste imprégné de valeurs et de références religieuses. Un nombre impressionnant d'élus — des membres du Congrès, mais aussi des ministres ou des présidents comme Jimmy Carter ou George W. Bush — ont prétendu avoir eu des rapports singuliers avec le Tout-Puissant, à la suite d'une expérience mémorable de conversion vécue à l'âge adulte. Ils se disent *born again christians* (chrétiens régénérés), et ils admettent volontiers que Jésus est leur principale source d'inspiration. D'autres, tel le président Clinton au moment de l'affaire Lewinsky, ont été décrits en France comme les victimes d'une *vendetta* conservatrice, organisée par de modernes puritains, déterminés à imposer un retour à l'ordre moral élaboré par leurs ancêtres de Nouvelle-Angleterre. Il n'y a pas, dit-on encore, de vraie séparation de l'Église et de l'État aux États-Unis et cette confusion des genres

rend difficile l'émergence d'une véritable culture civique, détachée de toute croyance religieuse.

La prolifération des devises ou des symboles à caractère religieux ; la fréquence des messes, des prières ou des jours d'action de grâces organisés par les pouvoirs publics ; l'usage immodéré d'une rhétorique manichéenne opposant les forces du Bien à celles du Mal témoigneraient ainsi d'une impossible « sortie de la religion ». Bref, la démocratie américaine, en dépit de son architecture républicaine et contrairement aux grandes démocraties européennes, n'aurait pas réussi sa sécularisation. Son « Credo politique », inchangé depuis trois siècles, demeure fondamentalement anglo-protestant, marqué par le mythe de ses origines puritaines ; et ce malgré la présence de plus en plus nombreuse d'immigrés irlandais, italiens, polonais, hispaniques et asiatiques dont la culture d'origine échappe, par définition, à l'emprise des valeurs protestantes.

Ces idées reçues, souvent invoquées en France (et même aux États-Unis) sans débat véritable, n'ont cessé de m'interpeller depuis que je travaille sur l'histoire politique des États-Unis. Elles ne sont pas nécessairement fausses : le peuple américain a en effet développé très tôt dans son histoire un remarquable « esprit de religion », comme l'avait déjà noté Tocqueville en 1835. Les données récentes recueillies par des instituts de sondage sur la croyance en Dieu, la régularité de la pratique religieuse, la fierté d'appartenir à une Église, les bienfaits d'une conversion... attestent la véracité de cette observation.

Les controverses politiques et juridiques soule-

vées par les questions de l'avortement, du mariage gay, de l'euthanasie rappellent que le religieux, aux États-Unis, n'est jamais très éloigné du politique. D'autres préoccupations plus anciennes réapparaissent périodiquement sur la scène publique : ne devrait-on pas, comme l'exigent aujourd'hui encore les militants de la droite chrétienne, réintroduire la prière obligatoire dans les écoles publiques ? N'est-il pas souhaitable d'afficher les Dix Commandements dans les écoles pour signifier que le christianisme est à l'origine de toute morale publique ? Ne faut-il pas, de même, interdire l'enseignement des thèses de Darwin au motif qu'elles contredisent l'histoire de la Genèse, telle qu'elle est rapportée dans la Bible ?

Ces débats existent bel et bien. Fréquemment évoqués en France par les médias, ils nous sont, d'une certaine façon, devenus trop familiers. Nous croyons presque tout savoir de l'exubérance religieuse américaine : les « faits », aime-t-on à dire, sont suffisamment parlants pour nous conforter dans des jugements de valeur souvent condescendants. Ne sommes-nous pas, comme l'ont écrit certains penseurs, plus authentiquement « républicains » que les Américains, parce que nous disposons d'un idéal laïque respecté par tous et parce que nous avons su instaurer dans la durée une véritable séparation de l'Église et de l'État ?

*

Ces lieux communs, ces clichés, ces jugements comparatifs à l'emporte-pièce n'épuisent pas le

sujet de la religion aux États-Unis ni son rapport éminemment complexe à la politique. Ils n'en dessinent qu'un tableau assez flou, fort éloigné d'une réalité qui reste, il est vrai, malaisée à saisir tant le terrain religieux est mouvant aux États-Unis. Qui peut prétendre connaître les milliers d'églises, de confessions et de sectes qui existent dans ce pays ? Qui peut aujourd'hui maîtriser le vaste champ des études religieuses américaines ? Historiens, sociologues, théologiens, journalistes, entrepreneurs de religion, sectataires de tout genre ne cessent d'écrire sur les multiples facettes d'un sujet en croissance exponentielle.

Le meilleur moyen d'éviter l'écueil d'une interminable description est de revenir à l'essentiel en explorant quelques questions fondamentales : Qu'est-ce qu'un puritain ? Qu'est-il advenu de ceux qui ne partageaient ni la foi ni l'*ethos* des premiers Pèlerins ? En quoi un *born again christian* diffère-t-il d'un puritain ? Quelle place accorder aux Grands Réveils évangéliques dans l'histoire des États-Unis ? À quel moment l'évangélisme, dans toute sa pluralité confessionnelle, devient-il la religion dominante aux États-Unis ? Comment le catholicisme a-t-il été accueilli dans ce pays à majorité protestante ? Qu'en est-il des religions « postchrétiennes », récemment introduites dans ce pays ? L'athéisme, l'irréligion ont-ils une place légitime dans l'Amérique contemporaine ? Existe-t-il une laïcité américaine ? Est-il pertinent de parler de séparation de l'Église et de l'État aux États-Unis ?